

**15 MAI 1957 — ORDONNANCE
n° 44/143.**

Tarif des frais cadastraux.

(B.A., 1957, p. 1141).

**I. — FRAIS DE MESURAGE
ET DE BORNAGE OFFICIELS DES TERRES**

1. — Le tarif des frais de mesurage officiel des terres, par les géomètres du cadastre, est fixé par mètre courant de périmètre du terrain.

Le prix unitaire par mètre courant se calcule par la formule suivante, dans laquelle :

p est le prix par mètre courant de périmètre.

P est le périmètre du terrain, exprimé en mètres.

$$p = 12 - \sqrt{\frac{P}{100}}$$

Toutefois, lorsque le périmètre est supérieur à 6.400 mètres, la formule suivante sera utilisée, pour la détermination du prix unitaire par mètre courant de périmètre :

$$p = 0,25 + \frac{24.000}{P}$$

Les calculs sont poussés jusqu'à la troisième décimale afin d'arrondir le prix unitaire p au centime, par défaut lorsque la troisième décimale est inférieure à 5, ou par excès lorsque celle-ci est égale ou supérieure à 5.

Le prix unitaire minimum du mètre courant de périmètre est fixé à 2 francs.

Le prix minimum du mesurage officiel est fixé à 2.100 francs par parcelle.

2. — Les frais de mesurage de la superficie du lit des cours d'eau venant en déduction de la superficie de la parcelle, sont fixés à un franc par mètre courant de rivière.

3. — Les frais de bornage officiel sont fixés à cent francs par borne ou repère placé par le géomètre.

4. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les frais de mesurage et de bornage officiels des parcelles soumises au régime du décret du 23 février 1953 sur les cessions et concessions de terres dans les *cités indigènes* et les *centres extra-coutumiers* sont fixés à la somme unique et forfaitaire de 500 francs.

5. — Le service du cadastre fournit les bornes ou repères au prix de 50 francs pièce.

6. — Les frais de reconstitution des limites et de remplacement de bornes disparues sont fixés comme suit :

les frais de mesurage sont calculés proportionnellement à la longueur des limites à reconstituer, sur la base des dispositions de l'article 1^{er} de la présente ordonnance, avec un minimum forfaitaire de 2.100 francs par parcelle. Il est perçu en outre, une somme de cent francs par sommet à reconstituer.

7. — Les frais résultant des pertes de temps occasionnées par le fait des propriétaires, notamment par l'absence ou l'insuffisance de débroussaillage des limites du terrain, leur sont facturés à raison de 2.100 francs par journée indivisible.

Lorsque le fait du propriétaire entraîne des transports inutiles de personnel et de matériel, les frais en résultant sont à charge du propriétaire.

8. — Avant de procéder au mesurage et au bornage officiels d'un terrain, l'administration peut exiger un cautionnement suffisant pour couvrir les frais.

**II. — DOCUMENTATION
ET IMPRIMÉS CADASTRAUX**

9. — Toute personne désireuse de consulter la documentation cadastrale, soit par écrit, soit verbalement, doit en faire la demande au chef du service du cadastre compétent.

10. — La rétribution due à la Colonie pour chaque consultation est fixée forfaitairement à 50 francs.

Ce montant est payable anticipativement entre les mains du chef du service du cadastre.

11. — Les frais d'extraits du plan cadastral, délivrés par le service du cadastre, sont calculés de la manière suivante :

confection du cliché 150 fr
mise à jour du cliché 100 fr
par reproduction sur papier sensible 50 fr

Lorsque l'extrait cadastral est complété par les éléments du procès-verbal d'arpentage et de bornage, et notamment les angles aux sommets, les distances entre sommets et la superficie de la parcelle, le coût du cliché à confectionner est majoré de 100 francs.

12. — La reproduction de planches cadastrales sur papier sensible, par procédé héliographique ou équivalent, est taxée à raison de 100 francs par reproduction et par planche.

13. — La reproduction de documents cadastraux par photocopie est taxée à raison de 50 francs par feuille de format pro-patria indivisible.

14. — Les frais de copie de documents cadastraux s'établissent comme suit :

a) copies dactylographiées, par page pro-patria 100 fr
b) confection des clichés de croquis ou plans par décimètre carré, avec minimum de 150 fr par croquis ou plan 30 fr
c) reproduction de croquis ou plans sur papier sensible, par procédé héliographique ou équivalent : de 50 à 100 francs par reproduction, selon les dimensions du cliché.

15. — Lorsque l'Administration le juge nécessaire, elle peut exiger le versement préalable des rétributions à payer du chef des dispositions contenues dans les articles 11 à 14 précités.

16. — Les imprimés du modèle de procès-verbal d'arpentage et de bornage sont vendus par l'administration au prix de 6 francs pièce.

III. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

17. — La présente Ordonnance abroge l'article 8 de l'arrêté de l'administrateur général du Congo en date du 8 novembre 1886, l'article 2 de l'Ordonnance n° 42/237 du 8 août 1951, et les Ordonnances n° 42/235 du 8 août 1951 et 42/22 du 15 janvier 1955.

18. — Les chefs des services du cadastre sont chargés de l'application de la présente Ordonnance.

19. — La présente Ordonnance applicable au [Congo belge et au] Rwanda[-Urundi], entrera en vigueur le 1^{er} juin 1957.